

Jugement N°119/19/CJ/SII/TCC

du 04 juillet 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/372

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Banque Sahelo-Saharienne pour
l'Investissement et le Commerce
(BSIC) BENIN

(Me Spéro QUENUM)

C/

Herman SOKPON

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débats le 06 juin 2019 ;

Jugement réputé contradictoire en premier ressort
prononcé à l'audience publique du 04 juillet 2019;

PARTIES EN CAUSE

OBJET

Palement

DEMANDERESSE :

Banque Sahelo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) BENIN, Société anonyme de droit béninois au capital de FCFA 15.418.000.000 immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier de Cotonou sous le numéro RB Cotonou 2002 B 3429, dont le siège social est sis à Cotonou, carrefour des trois banques, Avenue Pape Jean-Paul II, 08 BP 485, Cotonou, Tél : (00229) 21 31 87 07 / 21 31 19 33 / 21 31 19 43, Fax : (00229) 21 31 87 04, Télex : 5070, Email : bsic.benin@bsicbank.com, agissant aux poursuites et diligences de son Administrateur Général en exercice, Abalo Sam MALOU, demeurant et domicilié à ses qualités audit siège ;

Assistée de Maître Spéro QUENUM, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDEUR:

Herman SOKPON, commerçant exerçant sous l'enseigne « Etablissements GET CONSULT » enregistré au RCCM sous le n°RB LKS 2006 A 076, dont le siège est sis à Calavi quartier Godomey Yolomahouto, BP 399 Godomey, Tél : 21 03 94 10 / 97 16 11 07 ;

Non comparant ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où la BSIC BENIN en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte en date du 30 avril 2019, la Banque Sahelo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) BENIN a attiré Herman SOKPON commerçant exerçant sous l'enseigne « Etablissements GET CONSULT » devant le tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir sa condamnation au paiement de la somme de cent quatre-vingt-treize millions quatre cent quatre-vingt-deux mille six cent soixante-quatre (193.482.664) francs CFA ainsi que l'exécution provisoire sur minute à hauteur de moitié ;

Au soutien de son action, la BSIC Bénin expose que Herman SOKPON a sollicité et obtenu d'elle, suivant lettres de notification de crédit des 11 juin 2013 et 24 juillet 2015, un concours financier en vue de l'exécution de divers marchés dont il a été attributaire, respectivement pour un montant de sept millions cent quatre-vingt-douze mille huit cents (7.192.800) FCFA et vingt millions (25.000.000) FCFA ;

Que le 11 décembre 2018, date de clôture du compte courant, Herman SOKPON reste lui devoir la somme de FCFA cent quatre-vingt-treize millions quatre cent quatre-vingt-deux mille six cent soixante-quatre (193.482.664) en principal, intérêts et frais, outre les intérêts échus depuis la date du 11 décembre 2018 ;

Que la signification de correspondance portant échéance du terme et clôture de compte courant du 26 février 2019 à lui faite, ne l'a point déterminé à respecter ses engagements ;

Que toutes les tentatives entreprises en vue de le rencontrer et échanger avec lui sur les voies possibles du remboursement de sa dette se sont révélées vaines ;

Herman SOKPON n'a pas comparu ;

1- Sur la condamnation au paiement

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi;

Que quiconque s'oblige doit être contraint à respecter ses engagements en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce, il ressort des pièces du dossier que suivant lettres de notification de crédit des 11 juin 2013 et 24 juillet 2015 de sept millions cent quatre-vingt-douze mille huit cent (7 192 800) FCFA et de vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA, la Banque Sahelo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) BENIN a par convention de compte courant accordé un concours financier à Herman SOKPON en vue de l'exécution de divers marchés dont il a été attributaire;

Que chacune desdites lettres de crédit porte la mention «*lu et approuvé ; bon pour acceptation* » suivie de sa signature ;

Que la clôture du compte courant liant la BSIC BENIN SA et Herman SOKPON dégage un solde de cent quatre-vingt-treize millions quatre cent quatre-vingt-deux mille six cent soixante-quatre (193 482 664) francs CFA;

Que la signification de correspondance portant échéance du terme et clôture de compte courant du 26 février 2019 à lui faite, est restée sans effet ;

Que la Banque Sahelo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) BENIN est dès lors fondée à solliciter la condamnation de Herman SOKPON au paiement dudit montant ;

2- Sur l'exécution provisoire sur minute

Attendu que l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Qu'il ressort des pièces du dossier que la créance est vieille de plusieurs années ;

Que le sieur Herman SOKPON a rompu tout contact avec la BSIC Bénin et n'a réagi à aucun acte de procédure ;

Que cette situation suffit à caractériser le péril nécessaire à l'octroi de l'exécution provisoire sollicitée ;

Qu'il y a lieu d'y faire droit ;

Mais attendu que l'exécution sur minute sollicitée n'est pas justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Condamne Herman SOKPON à payer à la Banque Sahelo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) Bénin, la somme de FCFA cent quatre-vingt-treize millions quatre cent quatre-vingt-deux mille six cent soixante-quatre (193 482 664) ;
- Ordonne l'exécution provisoire à hauteur de la moitié du montant de la condamnation ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne Herman SOKPON aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT